

FRFR

FRA0200 4 I 0367 FRA /AFP-IM84

France-Rwanda

L'ambassadeur de France au Rwanda chargé d'une "mission d'évaluation et de contact"

PARIS, 2 mai (AFP) - La France a chargé son ambassadeur au Rwanda, M. Jean-Pierre Marlaud, d'une "mission d'évaluation et de contact" ayant pour objectif l'établissement d'un cessez-le-feu et la reprise du dialogue entre les acteurs de la scène rwandaise, a-t-on annoncé lundi à Paris de source officielle.

M. Marlaud devra prendre contact avec toutes les parties -gouvernement intérimaire et dirigeants du front patriotique rwandais (FPR, à majorité tutsie)- ainsi qu'avec les pays de la région (Tanzanie, Ouganda, Zaire notamment) ) travaillant à la recherche d'une solution politique au Rwanda, a précisé M. Richard Duqué, porte-parole du ministère français des affaires étrangères.

L'ambassadeur, replié en France depuis l'éclatement des troubles à Kigali début avril, doit assister mardi à Arusha (Tanzanie), en tant qu'observateur à la réunion à laquelle sont conviés gouvernement et rebelles rwandais, a indiqué le porte-parole.

Le FPR a déjà fait savoir qu'il refusait de s'entretenir avec les représentants d'un gouvernement illégitime, selon lui.

La France, a souligné M. Duqué, entend rester "en relation étroite avec le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, ainsi que d'autres pays (...) pour étudier les contributions de la communauté internationale à la normalisation de la situation au Rwanda".

La Communauté internationale, a-t-il insisté, "ne pourra intervenir efficacement que si les parties elles-mêmes montrent leur volonté de compromis", a fait remarquer le porte-parole.

M. Boutros-Ghali, qui a d'abord plaidé auprès du conseil de sécurité de l'ONU pour une réduction du nombre de Casques bleus au Rwanda - passé de 2.500 à 300 -, s'est prononcé vendredi dernier en faveur de l'envoi d'une force militaire d'importance pour "restaurer l'ordre" dans ce pays où 200.000 personnes, selon lui, ont péri à la suite de massacres entre Hutus et Tutsis.

Cette force, essentiellement africaine, pourrait bénéficier du soutien financier et logistique de membres occidentaux de la communauté internationale, indique-t-on de source diplomatique.

bfr/ac

AFP 021438 MAI 94